









**CENTRE HOSPITALIER MONTLUÇON - NÉRIS LES BAINS**  
**18, avenue du 8 Mai 1945 - 03100 MONTLUÇON**

**REAMENAGEMENT DE LA MEDECINE NUCLEAIRE**  
**18, avenue du 8 Mai 1945 - 03100 MONTLUÇON**

# CCTP

## LOT N°0 GENERALITES

**Ind. D 19.11.2024**

<b>Architecte Mandataire</b>	 <b>PERICHON ARCHITECTURE</b>	91, avenue Jean Baptiste Marrou - 63122 CEYRAT Tél: 04.73.31.93.93 E-mail : contact@perichon.archi www.perichon.archi
<b>Economiste</b>	 <b>CS2N économie DE LA CONSTRUCTION</b>	15, rue Peire d'Alverhne - 63100 CLERMONT-FERRAND Tél: 04.73.91.93.93 E-mail: administration@cs2n.fr
<b>BET Structure</b>	 <b>ITC INGENIERIE &amp; TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION</b>	PAT de La Pardieu - 9, rue Louis Rosier - 63000 CLERMONT-FERRAND Tél: 04.73.26.58.58 E-mail: info@itc-be.fr
<b>BET Fluides</b>	 <b>oxy INGENIERIE</b>	70, rue Saint Jean de Dieu - 69007 LYON Tél: 04.81.06.21.30 E-mail: christelle.lopez@oxy-ingenierie.com
<b>Bureau de contrôle</b>	 <b>SOCOTEC</b>	25, rue de la Baigneuse - 03400 YZEURE Tél: 06.29.58.68.96 E-mail: Houssame.ELASSAD@socotec.com
<b>SSI</b>	 <b>ISYS Sécurité</b> Ingénierie en systèmes de sécurité incendie	6, rue du Four - Manson - 63122 SAINT GENES CHAMPANELLE Tél: 06.77.84.37.94 E-mail: sebastien.delpeuch@isys-securite.fr
<b>SPS</b>		

## Sommaire

Lot 00   Généralités	4
A – DESCRIPTION DES TRAVAUX	4
0.0.1 – Présentation de l'opération	4
0.0.2 – Réunion de chantier	4
0.0.3 – Nature du marché	4
0.0.4 – Objet du document	4
0.0.5 – Liste des intervenants	5
0.0.6 – Liste des lots	6
0.0.7 – Liste des documents	6
0.0.8 – Sécurité Incendie	6
0.0.9 – Hygiène et sécurité	7
0.0.10 – Prescriptions réglementaires communes à tous les corps d'état	7
0.0.11 – Prestations dues par l'entreprise	8
0.0.12 – Propositions de variantes	9
0.0.13 – Planning prévisionnel	10
0.0.14 – Protection des ouvrages et dégradations	11
0.0.15 – Réception des supports	11
0.0.16 – Démarches et autorisations	11
0.0.17 – Caractère forfaitaire de l'offre	12
0.0.18 – Caractère non limitatif du CCTP	12
0.0.19 – Etudes d'exécution / Vérification des plans	13
0.0.20 – Dimensions / Dispositions des ouvrages	13
0.0.21 – Garanties	14
0.0.22 – Garanties	14
0.0.23 – Matériaux	14
0.0.24 – Type de matériaux	15
0.0.25 – Techniques non traditionnelles	15
0.0.26 – Agréments / Essais / Analyse	15
0.0.27 – Les lieux	16
0.0.28 – Travaux nécessaires à l'installation de chantier	16
0.0.29 – Organisation de chantier	17
0.0.30 – Règles d'exécution générales	19
0.0.31 – Implantation et piquetage	19

0.0.32 – Interfaces entre lots	20
0.0.33 – Démolitions	21
0.0.34 – Travaux à proximité d'ouvrages ou de voiries existants	22
0.0.35 – Tolérances de mise en oeuvre	22
0.0.36 – Nettoyages	22
0.0.37 – Traitement des déchets	23
0.0.38 – Remise en état	23
0.0.39 – Autocontrôles / Essais	23
0.0.40 – Dossier des Ouvrages Exécutés DOE	24
0.0.41 – Rappel des documents techniques de référence	25
0.0.42 – Réunion de chantier	26
0.0.43 – Mission de la Maîtrise d'Oeuvre et Mission entreprise	26
0.0.44 – Tri sélectif	26
0.0.45 – Mesures Epidémies et COVID 19	26

## Lot 00 | Généralités

### A – DESCRIPTION DES TRAVAUX

#### 0.0.1 – Présentation de l'opération

Les travaux ont pour objet l'aménagement d'un ensemble de bâtiment afin de recevoir le TEPSCAN du CH de Montluçon (03).

#### 0.0.2 – Réunion de chantier

##### Réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu aux jours et heures fixés par l'architecte, et l'entrepreneur ou son représentant décisionnaire dûment agréé, est tenu d'y assister. Une personne non décisionnaire équivaut à une absence.

Les absences aux rendez-vous de chantier seront sanctionnées d'une astreinte par absence dont le montant est défini dans le CCAP, à partir du moment où l'entrepreneur doit y assister régulièrement ou y est spécialement convoqué (dépense à la charge de chaque entreprise individuellement).

#### 0.0.3 – Nature du marché

Le présent dossier sera attribué en corps d'états séparés suivant la liste des lots formulée, à raison d'un marché par corps d'état, à l'une des entreprises soumissionnant pour chaque lot.

#### 0.0.4 – Objet du document

Le présent C.C.T.P. constituant le document contractuel technique prioritaire des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer, soit d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., soit d'omission, d'une erreur ou d'une imprécision dans la prescription ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'art.

**Les plans de projet et le présent C.C.T.P. sont complémentaires. Ainsi, l'entrepreneur ne peut prétendre ignorer ce qui figure sur l'un de ces documents même s'il ne figure pas sur l'autre et inversement (il ne pourra prétendre également que la prestation est due par un autre lot lorsque celle-ci fait partie de l'ouvrage ou des parachèvements connexes).**

L'entrepreneur reconnaît par le fait même de sa soumission qu'il a pris parfaitement connaissance des sujétions de toutes natures qu'il pourra rencontrer en cours d'exécution.

Son offre de prix tiendra compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées à la réalisation de ces prestations, notamment :

- des frais d'échafaudages, d'étaisements
- les frais divers et nécessaires dus aux protections des ouvrages existants et neufs réalisés.
- l'ensemble des prescriptions prévues dans les documents contractuels (CCTP / CCAP / CCAG) concernant notamment les frais et les participations des entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des entrepreneurs prévues par ces documents.
- les nettoyages et les enlèvements nécessaires des divers gravois **après chaque intervention.**

Les analyses ou les essais, qu'ils soient prévus ou non dans les DTU, seront toujours à la charge de l'entrepreneur.

Il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté à l'acte d'engagement servant de base au marché, l'entrepreneur devra réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage en conformité avec les plans, le respect des ordres de service qui pourront lui être notifiés au cours du déroulement du marché, l'application et le respect de la réglementation et les normes en vigueur, réputées connues par les entrepreneurs.

**En complément il est précisé que le présent document est complémentaire et réciproquement avec le carnet de travaux en site hospitalier occupé joint à l'appel d'offre, ce carnet est également parfaitement contractuel**

dans tous les dispositions indiquées même si non répercutés sur les autres documents (y compris en quantités ou descriptions), notamment d'un point de vue (liste non exhaustive): horaires décalés nécessaires, protections hospitalières, etc....

## 0.0.5 – Liste des intervenants

Maître d'Ouvrage :

**CENTRE HOSPITALIER DE MONTLUCON - NERIS LES BAINS**

18 avenue du 8 mai 1945  
03100 MONTLUCON

Maître d'Oeuvre (missions BASE +EXE +OPC) :

Architecte mandataire :

PERICHON architecture  
91 avenue Jean Baptiste Marrou  
63122 CEYRAT  
Tél : 04.73.31.93.93  
Mail : contact@perichon.archi

BET Structures :

ITC ingénierie  
9 rue Louis Rosier  
63000 CLERMONT FERRAND  
Tél : 04.73.26.58.58

BET Fluides, Radioprotections & Médecine Nucléaire :

OXY Ingénierie  
70 rue Jean de Dieu - Immeuble C Slam  
63007 LYON  
Tél : 04.81.06.31.30

Economiste :

CS2N économistes  
15 rue Peire d'Alverhne  
63100 CLERMONT FERRAND  
Tél : 04.73.91.93.93

-----  
Bureau de contrôle :

SOCOTEC  
25 rue Baigneuse  
03400 YZEURE  
Tél : 04.70.44.93.54

Coordinateur SSI :

ISYS Sécurité  
6 rue du Four, MANSON  
63122 SAINT GENES CHAMPANELLE  
Tél : 06.77.84.37.94

Coordonnateur SPS :

VERITAS  
rue du Bois Joli  
63800 COURNON D'AUVERGNE  
Tél : 04.73.14.37.55

Géotechnicien :

GEOtechnique  
ZA de la Vauvre Cellule N°1  
03190 NASSIGNY  
Tél : 07.61.66.32.29

## 0.0.6 – Liste des lots

### Liste des lots

LOT N° 00 CCTP COMMUN / GENERALITES  
LOT N° 01 DEMOLITIONS INTERIEURES GROS OEUVRE  
LOT N° 02 COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE  
LOT N° 03 CHARPENTE METALLIQUE  
LOT N° 04 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET SERRURERIE  
LOT N° 05 PLATRERIE PEINTURE FAUX PLAFOND  
LOT N° 06 MENUISERIES INTERIEURES BOIS  
LOT N° 07 REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE  
LOT N° 08 ELECTRICITE CFO / CFA / SSI  
LOT N° 09 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE  
LOT N° 10 FLUIDES MEDICAUX  
LOT N° 11 SALLE BLANCHE - CLOISONS PLOMBEES - FINITIONS ZONE CHAUDE  
LOT N° 12 VOIERIES RESEAUX DIVERS  
LOT N° 13 DEMOLITIONS INTERIEURES ZONE CHAUDE ET RADIOPHARMACIE

## 0.0.7 – Liste des documents

### Liste des documents graphiques et pièces écrites

La série des plans et détails établis par les concepteurs constituent les documents graphiques contractuels.

A ce sujet, il est précisé :

- qu'en cas de divergences entre deux ou plusieurs plans portant la même date, ceux dessinés à la plus grande échelle prévaudront.
- qu'en cas de divergences entre plans portant la même date et dessinés à la même échelle, l'appréciation en revient aux concepteurs.

**- que tout ce qui serait porté dans les pièces écrites mais ne figurerait pas sur les plans ou inversement, aura contractuellement**

**la même valeur que si les indications étaient portées sur les pièces écrites et sur les plans.**

- de manière générale, en cas de contradiction entre les différentes pièces particulières ci-dessus, l'entreprise devra prévenir immédiatement l'équipe de maîtrise d'œuvre, avant de poursuivre les travaux, pour ensuite, convenir d'un arbitrage (toute divergence devra être signalée par l'entreprise dès la consultation des entreprises et être spécifiée dans une annexe de l'offre de celle-ci, le silence de l'entreprise vaut acceptation et dans ce cas le concepteur sera seul décisionnaire de ce qu'il convient de réaliser sans contrepartie financière pour l'entreprise).

La liste des pièces constitutives du marché sont indiqué dans le CCAP.

## 0.0.8 – Sécurité Incendie

### Classement de l'établissement

L'entreprise prendra connaissance de la notice des sécurité (jointe au DCE y compris rapport SDIS).  
Etablissement classé en ERP de type U et de 5ème Catégorie au titre de la sécurité incendie

### Notice Sécurité Incendie

Il est rappelé que dans le cadre du marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance et de leur qualité, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation, l'entrepreneur devra pour tous les ouvrages de son marché, concernés par la réglementation "sécurité incendie" s'assurer en temps voulu que tous les matériaux, produits et composants de construction ainsi que leur mise en œuvre répondent bien à la réglementation du projet concerné.

L'entrepreneur devra, le cas échéant, signaler aux concepteurs dès sa réponse à l'appel d'offres par écrit, toutes remarques et observations qu'il aurait à formuler à ce sujet.

Se reporter aux observations sur plans et à la notice de sécurité visant notamment :

- les stabilités au feu des éléments porteurs et autoporteurs.
- les coupe-feu des planchers et voiles en partie courante.
- les surcharges d'exploitation.
- les résistances mécaniques et caractéristiques géométriques des voies pompiers.
- Conformément à ces indications respecter le D.T.U. feu avril 1980.

### Comportement au feu des matériaux

Tous les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'un procès-verbal, délivré par un des laboratoires agréés pour effectuer les essais de réaction et de résistance au feu (arrêté du 5 février 1959 modifié).

## **0.0.9 – Hygiène et sécurité**

### Hygiène et Sécurité des travailleurs

Chaque entrepreneur prendra les dispositions réglementaires pour protéger les travailleurs pour les ouvrages qui les concernent. L'entreprise devra se référer au plan général de coordination du C.S.P.S.  
L'entreprise devra fournir dès le mois de préparation au CSPS son PPSPS.

## **0.0.10 – Prescriptions réglementaires communes à tous les corps d'état**

### Prescriptions réglementaires communes à tous corps d'état

Les travaux réalisés devront répondre, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux que la mise en œuvre, aux documents législatifs et réglementaires ainsi qu'aux textes techniques en vigueur et applicables à l'opération.

Les textes législatifs et réglementaires applicables à l'opération sont les suivants :

- Lois, décrets, arrêtés interministériels, arrêtés préfectoraux, circulaires.

Les textes techniques applicables à l'opération sont les suivants :

- Les normes françaises.
- Les normes Européennes.
- Les documents techniques unifiés.
- Les cahiers des clauses spéciales.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Les règles de calcul.

- Les avis techniques.
- Les règles et recommandations professionnelles.
- Les agréments et labels.
- Notice d'hygiène et Sécurité.

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché et notamment :

- le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération objet du présent marché.
- le cahier des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiées par le C.S.T.B. ainsi que leur annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- d'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.
- la classification UPEC des revêtements de sol des locaux d'habitation et établissement recevant du public
- normes : les normes françaises et européennes homologuées.

L'énumération de certains D.T.U. et NORMES en tête de la description des différents corps d'état, n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus.

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession :

- des documents techniques particuliers.
- des documents à caractère général et parfaitement connaître les clauses, conditions et prescriptions énoncées dans ces documents.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents techniques et plus particulièrement de ceux énumérés ci-dessus.

En plus des documents définis ci-dessus, les documents techniques contractuels applicables aux travaux, les documents suivants :

- avis techniques du C.S.T.B. pour les matériaux et procédés non traditionnels.
- recommandations professionnelles provisoires (I.T.E.P. janvier 1980).
- normes françaises pour le bâtiment, ces normes ne sont pas désignées ici, l'entrepreneur étant contractuellement réputé connaître toutes les normes se rapportant à son lot.

## **0.0.11 – Prestations dues par l'entreprise**

### **Prestations dues par l'entreprise**

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur aura en charge la validation des études et l'exécution des travaux de l'opération à savoir principalement :

- l'implantation in-situ de l'ensemble de ses ouvrages.
- la fourniture des avis techniques ou agréments des matériaux devant être employés et ce avant leur commande.
- les documents d'études techniques complémentaires.
- l'exécution de tous travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages.
- les plans d'atelier et de chantier suivant les indications ci-après :

L'entrepreneur devra établir les plans d'atelier, les plans de méthodes, de préfabrication ou d'adaptation à sa méthode d'exécution ainsi que tous les détails complémentaires à grande échelle et d'assemblages nécessaires à une bonne exécution sur le chantier.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres etc... utiles.

Ils seront dressés suivant les formats définis par le maître d'œuvre qui fournira également le type de cartouche à employer pour la numérotation des plans.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par le maître d'œuvre et les



bureaux de contrôle. Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Les détails d'exécution des dispositifs de liaison permettant :

- le montage.
- le rattrapage des jeux dans les tolérances.
- le rattrapage des jeux hors tolérances.

La mise en service, la réception des ouvrages et leur parfait état de fonctionnement.

La fourniture, le transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché.

Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords etc.. La fixation par tous moyens de ses ouvrages.

L'enlèvement de tous les gravois à la fin de chaque tâche journalière.

La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages etc...

Toutes les installations de chantier et de sécurité nécessaires à l'exécution du marché y compris le repli de ces matériels.

**Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution précisés au calendrier d'exécution annexé au marché selon la réglementation en vigueur.**

Et tous autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

## **0.0.12 – Propositions de variantes**

### **Proposition de base / variantes obligatoires / variantes facultatives**

La mise en service des ouvrages et leur parfait état de fonctionnement pendant les périodes de garantie.

Notion d'équivalence :

Pour tous les lots où les qualités ou marques de matériel ou de matériaux sont précisés, la proposition de base devra, obligatoirement, être faite avec le matériau ou le matériel décrit ou en respect de la notion d'équivalence.

La notion d'équivalence :

Elle sera admise, uniquement si le matériau, le choix des couleurs y compris leur nombre, la forme, la résistance, les caractéristiques et les performances sont parfaitement identique au matériel ou matériaux proposé au CCTP.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur pourra, le cas échéant, proposer un autre matériau ou matériel, mais cette disposition devra faire l'objet d'un chiffrage indépendant de la proposition de base ; l'acceptation éventuelle de cette variante sera décidée par les architectes et le Maître d'Ouvrage, pendant l'analyse des offres. Cette variante sera appelée "facultative".

**Variantes obligatoires :**

Dans tous les cas l'entreprise doit chiffrer la solution de base demandée par la Maîtrise d'œuvre. Toute offre sera jugée irrégulière si la solution de base n'est pas chiffrée.

Les variantes obligatoires, comme l'offre de base, font pleinement partie de l'offre de l'entreprise et devront donc obligatoirement être chiffrées.

**Variantes facultatives :**

L'entreprise a la possibilité de proposer des solutions variantes dite "variante facultative" en conformité du Règlement de Consultation.

Les variantes facultatives devront être présentées en annexe à la solution de base et chiffrées en plus ou moins value par rapport à celle-ci.

Le candidat présentera un dossier général "variantes facultatives" comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent.

Le candidat a la possibilité de présenter des variantes sans limites particulières.

Chaque dossier inclut nécessairement :

- un acte d'engagement "proposition variante facultative" (AE Variante) du lot,
- une décomposition du prix global et forfaitaire, établie par le candidat pour la proposition variante facultative, indiquant également les variantes exigées.
- un mémoire méthodologique "variante" :
- une note descriptive détaillée comportant tous renseignements et les répercussions sur tous les corps d'état.
- une note complète d'information à toutes les entreprises après signature des marchés.
- un engagement précisant que la variante n'entraîne pas de modification dans les prestations finales, et notamment dans les objectifs d'isolations phonique et thermique, accessibilité, sismique ou feu.
- une note précisant toutes les modifications d'aspect consécutives à la variante proposée.

Il est rappelé ici que les offres variantes facultatives doivent respecter les exigences minimales indiquées au cahier des charges. De surcroît, toute variante devra OBLIGATOIREMENT être présentée pour l'ensemble des lots concernés par la modification. Aucune variante ne sera acceptée après la signature des marchés, sauf sur aléas de chantier.

Si les variantes nécessitent des demandes d'autorisation administratives et/ ou de voirie, celle-ci seront réalisées par l'entreprise et incluses dans l'offre.

Si l'acceptation de la variante proposée entraîne une modification des plans de D.C.E., l'entreprise s'engage à les faire modifier à sa charge et à ses frais.

## 0.0.13 – Planning prévisionnel

### Planning prévisionnel

L'entreprise devra prendre connaissance du planning prévisionnel joint et du plan de phasage joint au dossier et devra :

- s'engager par écrit à réaliser les prestations dues à son marché défini dans le CCTP, dans les temps défini par celui-ci.
- signer et joindre le planning prévisionnel.

En cas de difficulté quant au respect du temps attribué à l'entreprise dans le planning prévisionnel; l'entreprise devra clairement le signifier par écrit, dans un document annexe joint avec le planning prévisionnel dans l'offre de l'entreprise, expliquant clairement les raisons du non respect de celui-ci. Dans tous les cas, l'entreprise devra signer le planning prévisionnel.

**Attention : Le respect du planning prévisionnel peut être un critère de notation de l'offre technique. Voir le règlement de Consultation.**

Le planning d'exécution définitif sera mis au point durant la période de préparation, en accord avec les entreprises. Le planning d'exécution tiendra compte uniquement des éventuelles remarques des entreprises suite à l'appel d'offres sans modification du délai global ou du délai par phase fonctionnelle. A défaut le planning prévisionnel (éventuellement recalé dans le temps) fait foi.

### **INTERVENTION EN MILIEU HOSPITALIER CONTRAINT :**

**Attention si le planning l'exige, et pour le bon respect des activités hospitalières maintenues, les travaux pourront avoir lieu si nécessaire en horaires décalés et de nuit en cas d'exigence impérieuse. En cas de surcoût des ces horaires, l'entreprise devra signifier très clairement dans son offre les coûts engendrés par heure en horaires décalés (au delà de la plage de travail dite ordinaire de 8H-18H) ou en horaires de nuit (21H-7H).**

**A défaut de précision, les tarifs sont réputés intégrer ces horaires spécifiques en cas de besoin et sans restriction de quantité sur demande du Maître d'Ouvrage.**

## 0.0.14 – Protection des ouvrages et dégradations

### Protection des ouvrages / dégradations

Chacun des entrepreneurs devra la protection de ses ouvrages en cours de chantier et devra, en outre, veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradation des travaux des autres corps d'état.

Toutes les détériorations et dégradations qui apparaîtront en cours de chantier seront réparées par l'entrepreneur titulaire des travaux, au frais de l'auteur des dégradations.

Si l'auteur des dégradations n'a pu être identifié, les frais de réparations seront au titre du compte-prorata sans autre formalisme.

Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier et en particulier, les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures. Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées etc... seront mises en oeuvre, protégées par des bandes adhésives, des vernis pelables ou solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.

## 0.0.15 – Réception des supports

### Réception des supports

Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir. Il devra faire toutes les réserves et observations s'il y a lieu. L'exécution de ses travaux sans observation préalable consignée sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier, constitue une acceptation de fait des supports.

Tout refus de réception de support par l'entreprise doit être justifié et en accord avec les tolérances en vigueur.

## 0.0.16 – Démarches et autorisations

### Démarches et autorisations

Les entreprises devront s'assurer des autorisations et démarches nécessaires pour le bon déroulement du chantier auprès des divers organismes de sécurité, se conformer aux règles de circulation en vigueur sur le chantier ainsi que conformément à la note jointe travaux en site hospitalier occupé.

Les entreprises doivent au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu la mise en service des installations.

Elles doivent se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'ouvrage et les remettre aux Services intéressés.

Elles devront se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents des services intéressés ou des organisations désignées par eux. Elles devront fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandées.

En outre, elles devront :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures.
- Transmettre au Maître de l'Ouvrage et aux Maîtres d'œuvre tous les renseignements qu'elles auront recueillis au cours de ces contacts.

Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification.

**NB Que les travaux se réalisent en site occupé et qu'il est réputé prévu toute prestation rendue nécessaire pour la continuité de services hospitalières suivant le phasage. Que ces prestations soient décrites dans le CCTP ou non, quantifiées à la DPGF ou non.**

**La visite étant fortement conseillée pour ces marchés, l'entreprise est réputée avoir parfaite connaissance des lieux et des conditions de phasage.**

## 0.0.17 – Caractère forfaitaire de l'offre

### Caractère forfaitaire de l'offre

L'entreprise devra remplir les D.P.G.F. des différents Corps d'état et pour chaque site, joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

**Ce cadre est un devis quantitatif détaillé fourni à titre indicatif et n'engage ni la maîtrise d'oeuvre, ni la maîtrise d'ouvrage et peut être complété par l'entreprise, le prix de l'acte d'engagement suppose que soient compris tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages. Aucune erreur de quantité ne pourra ouvrir à réclamation en chantier.**

Les prix doivent tenir compte des difficultés d'exécution, des foisonnements et des plus values correspondant à des sous - détails non mentionnés dans le quantitatif.

Les prix unitaires comprennent toujours la fourniture et la mise en œuvre, les ouvrages étant terminés en ordre de marche.

**Les quantités sont données à titre indicatif. Elles seront vérifiées et pourront, le cas échéant, être complétées par l'entrepreneur si celui-ci le juge nécessaire lors de la remise de son offre.**

L'entrepreneur pourra demander au Maître d'œuvre ou au bureau d'études, tous les renseignements qu'il jugerait utiles afin d'établir une offre sous forme de prix net global et forfaitaire.

En se servant de la décomposition annexée au dossier de consultation sans y apporter des corrections, l'entreprise entérine, de fait les chiffres proposés et les accepte. Dans ce cas, aucune augmentation du marché ne pourra être revendiquée, (marché global et forfaitaire).

De même aucune demande complémentaire ne pourra avoir lieu pour erreur de quantité. La vérification est à charge de l'entreprise.

Les quantités indiquées sont nettes. L'entrepreneur devra prendre en compte dans son prix unitaire des quotas de chutes, pertes et autres sujétions.

## 0.0.18 – Caractère non limitatif du CCTP

### Caractère non limitatif du CCTP

Le présent C.C.T.P. constituant le document contractuel technique prioritaire des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer, soit d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., soit d'omission, d'une erreur ou d'une imprécision dans la prescription ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'art.

Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

Les offres de prix tiendront compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :

- les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre.
- les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau.
- la protection des surfaces.
- la prise en compte de toutes les mesures énumérées dans le document annexé sur les travaux en milieu hospitalier occupé que les précisions soient données au CCTP et à la DPGF ou non.
- les nettoyages, enlèvement des gravois après chaque intervention et de l'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation des entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des entrepreneurs prévues par ces documents.

Les analyses ou essais, qu'ils soient prévus ou non dans les DTU seront toujours à la charge de l'entrepreneur.

Ils devront signaler pendant la période de consultation, au maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire et demander tous les renseignements nécessaires à la bonne compréhension de tout ce qui leur semblerait incomplet ou imprécis.

Il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté à l'acte d'engagement servant de base au

marché, l'entrepreneur devra réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux en conformité avec les plans, les ordres de service qui pourront lui être notifiés, au cours du déroulement du marché, la réglementation et les normes réputées connues.

## 0.0.19 – Etudes d'exécution / Vérification des plans

### Etudes d'exécution/Vérification des plans

La Maîtrise d'oeuvre possède une mission de BASE + EXE + OPC : **les plans PAC sont à charge des entreprises.**

Avant toute exécution, les entrepreneurs sont tenus de vérifier toutes les cotes ou dessins qui leur seront remis.

Ils devront signaler en temps utile, au maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire et demander tous les renseignements nécessaires à la bonne compréhension de tout ce qui leur semblerait incomplet.

Chaque entrepreneur reprendra sur place les cotes de ses ouvrages et sous sa responsabilité. Sauf les dessins à grandeur d'exécution, **aucune cote ne devra être prise à l'échelle.**

Chaque entrepreneur calculera les cotes qui lui feront défaut et demandera au Maître d'Œuvre de lui préciser celles-ci, dans le cas où le calcul présenterait une difficulté. Les cotes devront autant que possible être reprise sur place pour contrôle des plans (bâtiment existant). **Les éventuels écarts devront être signalés en amont au Maître d'Œuvre avant pose et le cas échéant les cotes seront ajustées sans plus value sur l'ouvrage.**

Aucun travail provenant de rectification, d'erreur ou d'omission ne pourra faire l'objet de supplément au prix total.

Le dossier de consultation des entreprises comporte les plans et dessins définissant les ouvrages à réaliser. Dans ces conditions, les documents suivants seront à fournir par les entreprises et à leurs charges :

- plans d'ateliers et de chantier.
- vérification de tous les plans d'exécution des ouvrages, plans de fabrication et de mise en œuvre nécessaire à la parfaite réalisation des travaux en respectant les prescriptions de la maîtrise d'œuvre et les impératifs de sécurité.
- plans de détails complémentaires jugés utiles par l'entreprise.
- les plans de recollement et d'ouvrages exécutés, de présentation et en nombre d'exemplaires à la demande du maître d'ouvrage.
- tous les dimensionnements, calepinages, cheminements, et d'une manière générale tous les éléments pour réaliser les plans de synthèse.
- les plans de détails complémentaires pour les lots architecturaux.
- les dossiers d'interventions ultérieures sur les ouvrages.
- les plans des entreprises seront à établir à partir des fonds de plan d'architecte ou de synthèse. Ils seront réalisés à l'aide de DAO suivant les règles informatiques fixées par le maître d'ouvrage.

Avant toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra la fourniture des pièces ci-avant. Les documents seront soumis à l'examen et pour approbation au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle. Suite à cet examen, l'entrepreneur devra la rectification impérative des plans et principes constructifs suivant observations jusqu'à purge de celles-ci.

L'entrepreneur devra la réalisation des ouvrages en respectant scrupuleusement toutes les observations entraînant des modifications, ceci sans supplément de prix.

**Il appartient à l'entrepreneur de procéder à la vérification de l'avant métré. Toute erreur qui pourrait être décelée à quelque moment que ce soit après la remise de l'acte d'engagement ne saurait conduire à une modification du prix forfaitaire porté à ce dernier.**

## 0.0.20 – Dimensions / Dispositions des ouvrages

### Dimensions - Dispositions des ouvrages

Les entrepreneurs ne peuvent, de leur propre initiative, apporter de changement aux dispositions du projet ni aux matériaux prévus. Toutefois, les plans de détails nécessaires à l'exécution seront établis par les entrepreneurs sous leur responsabilité et à leurs frais. Ces plans devront être conformes aux documents du marché.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des travaux correspondants.

Au cas où un entrepreneur devrait modifier, pour une quelconque raison, les dispositions prévues, celui-ci serait tenu de prévenir au préalable l'architecte et d'en indiquer les raisons. L'engagement de ces travaux sans en informer l'architecte au préalable ne permet pas son paiement ni sa réception, la mise en conformité peut être exigée par l'architecte et ce sans frais.

### **0.0.21 – Garanties**

#### **Garanties**

Les entrepreneurs contractant déclareront avoir une parfaite connaissance des buts à atteindre et des moyens à mettre en œuvre.

En conséquence, ils donnent leurs garanties sans réserve pour tous les travaux à exécuter, au titre de leurs marchés.

L'entrepreneur garantira ses ouvrages conformément aux articles 1792 et 2270 du Code Civil et au décret du 22.12.67. Il devra souscrire, dans le cas où sa police individuelle de base serait insuffisante, une police complémentaire pour couvrir l'ensemble des travaux.

En outre, ils assureront jusqu'à la réception des travaux, à leurs frais, risques et périls les réparations ou réfections qui seraient nécessaires, que celles-ci soient motivées par une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Toutefois, ne sont pas compris dans cette obligation, les travaux d'entretien normaux ainsi que ceux qui seraient la conséquence d'un abus, d'un usage anormal ou d'un défaut d'entretien dont il appartiendra alors à l'entrepreneur de faire preuve.

### **0.0.22 – Garanties**

#### **Garanties**

Les entrepreneurs contractant déclareront avoir une parfaite connaissance des buts à atteindre et des moyens à mettre en œuvre.

En conséquence, ils donnent leurs garanties sans réserve pour tous les travaux à exécuter, au titre de leurs marchés.

L'entrepreneur garantira ses ouvrages conformément aux articles 1792 et 2270 du Code Civil et au décret du 22.12.67. Il devra souscrire, dans le cas où sa police individuelle de base serait insuffisante, une police complémentaire pour couvrir l'ensemble des travaux.

En outre, ils assureront jusqu'à la réception des travaux, à leurs frais, risques et périls les réparations ou réfections qui seraient nécessaires, que celles-ci soient motivées par une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Toutefois, ne sont pas compris dans cette obligation, les travaux d'entretien normaux ainsi que ceux qui seraient la conséquence d'un abus, d'un usage anormal ou d'un défaut d'entretien dont il appartiendra alors à l'entrepreneur de faire preuve.

### **0.0.23 – Matériaux**

#### **Prescriptions concernant les matériaux et les équipements**

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours techniquement et esthétiquement équivalents aux références éventuellement citées dans le CCTP.

Les marques citées au présent CCTP ne sont en aucun cas définitives, elles indiquent seulement les

performances techniques, esthétiques, le matériau, la gamme des coloris, la forme et la résistance désirées par le maître d'œuvre.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le présent C.C.T.P. par une marque nommément désignée et la mention "ou équivalent", l'entrepreneur aura la faculté de faire agréer par le maître d'œuvre un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit techniquement et esthétiquement équivalent.

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes européennes (marquage CE obligatoire) et d'être agréés par le Maître d'Œuvre.

Tous les matériaux seront neufs et de première qualité en l'espèce indiquée. Les matériaux quels qu'ils soient ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions de C.C.T.P., la Maîtrise d'Œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

## 0.0.24 – Type de matériaux

### Marques/Modèles/Echantillons/Coloris

L'entrepreneur est tenu de présenter sa proposition de base avec des matériaux, appareils, accessoires, d'une des marques, modèles et références techniquement et esthétiquement équivalents à celles précisées au présent C.C.T.P.

Il pourra proposer d'autres choix dans une ou plusieurs variantes chiffrées.

**L'entrepreneur devra présenter dès la réception de l'ordre de service de commencer les travaux, dans un délai de deux semaines après notification du Maître d'Œuvre, un échantillonnage des matériaux retenus, ainsi que les prototypes de matériels fabriqués qui lui seront demandés.**

Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier dans un local spécifiquement prévu à cet effet. Avant toute commande, l'entreprise devra demander par écrit au Maître d'Œuvre de définir les choix des coloris.

## 0.0.25 – Techniques non traditionnelles

### Techniques non traditionnelles

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable du C.S.T.B. et d'un avis favorable de la Commission Technique de la Police individuelle de base.

Ils nécessiteront la prise d'une assurance particulière par l'entreprise sur le procédé ou le matériau concerné.

A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au contrôleur toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

Le fabricant du procédé non couvert normalement, doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant en outre :

- la garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu, dans les limites des articles 1792 et 1792-2 du code civil, pour les dommages matériels subis par la construction.
- le maintien de cette garantie pour la durée de responsabilité de l'entrepreneur traitant.

Les matériaux ou procédés non traditionnels ne bénéficiant pas, au moment de l'offre, d'un avis technique favorable, sont prohibés.

## 0.0.26 – Agréments / Essais / Analyse

### Agréments/Essais/Analyses

Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un avis technique du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que ces matériaux titulaires de cet "avis technique en cours de validité" et il devra toujours

être en mesure, à la demande du maître d'œuvre d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

## 0.0.27 – Les lieux

### Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis une offre :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux.
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, etc...
- avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- connaître les disponibilités en eau, en énergie électrique etc.. ainsi que les points de livraison.

**En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et du phasage envisagé et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les détails ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.**

L'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

L'entreprise signalera à la maîtrise d'œuvre la présence d'ouvrages souterrains (canalisations, fosses, réseaux ou autres) situés dans l'emprise ou à proximité du chantier.

Toute découverte de valeur devra être obligatoirement signalée sur le champ et protégée de toute détérioration ou vol avant toute intervention des organismes intéressés et toute décision du Maître de l'Ouvrage.

## 0.0.28 – Travaux nécessaires à l'installation de chantier

### Travaux nécessaires à l'installation de chantier

Sauf avis contraire, l'ensemble de l'installation de chantier est gérée par le lot GROS OEUVRE.

### **DESAMIANTAGE**

**Plan de retrait et de prévention à établir avant toute intervention. L'entreprise devra donner toutes les informations nécessaires aux ouvriers qui interviendront sur le chantier.**

### **GROS-OEUVRE**

Mise en place des panneaux de chantier.

Installation du bureau de chantier, locaux d'hygiène et sécurité y compris vestiaires et réfectoire pour T.C.E., éclairage, chauffage, téléphone. (à maintenir jusqu'à la fin des travaux)

Mise en place de clôtures provisoires selon article délimitant précisément l'aire de chantier avec possibilité de fermeture à clé ou cadenas à chiffres d'un portail et accès séparé aux cantonnements.

Tous les accès provisoires nécessaires escaliers, monte matériaux, etc.. suivant PGC et besoins du chantier.

Demande de branchement électrique en puissance suffisante pour le chantier et les diverses installations prévues pour le personnel, amenée du courant en pied d'immeuble, et raccordements des matériels de son lot, compris tous les organes de sécurité (grue, bétonnière,...)

Branchement provisoire d'eau.

Branchement provisoire (ou définitif) au réseau d'assainissement pour les locaux d'hygiène.

Toute disposition indiquée au cahier annexé concernant les travaux en site hospitalier occupé (y compris moyens de limitation du bruit, moyens de levages adaptés, tapis bactériostatique, nettoyages, etc...liste non exhaustive).

Mise en place de système de fermeture à code uniquement sur les portes d'accès et chaîne de cadenas à code (1 cadenas par entreprise).



## **PLATRERIE PEINTURE**

Cloisonnements de phasage étanches par cloisons provisoires phoniques (98/62 avec laine minérale) étanches et scotchées (principe hospitalier (tapis collant, etc...) ainsi que portes d'accès scotchées.

Tout doit être parfaitement étanche et phonique.

Toute disposition indiquée au cahier annexé concernant les travaux en site hospitalier occupé.

## **PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE VENTILATION**

Distribution souple (hors gel) avec au minimum par niveau un robinet de puisage.

Tout équipement pour le maintien d'activités suivant phasage.

## **ELECTRICITE**

A partir de l'alimentation en domaine public au lot gros-oeuvre fourniture et mise en place d'un coffret de chantier avec arrêt coup de poing comportant au minimum 4 prises monophasées 2 + T et 1 prise triphasée + T par niveau avec moins de 25m de distance au point le plus éloigné sinon dédoublement des coffrets.

L'entreprise devra également l'éclairage des circulations par câbles et appareils fixés au plafond type ruban led

Tout équipement pour le maintien d'activités suivant phasage.

## **MENUISERIES EXTERIEURES**

Mise en place de panneaux de fermeture provisoires type triply ou contreplaqué dès la dépose avant pose

Mise en place de fermetures provisoires d'accès dès la pose des portes et fenêtres, par mise en place de canons provisoires,

L'entreprise devra la gestion des clés.

En cas de défaillance d'une entreprise à faire réaliser les travaux prévus au titre de son lot et notamment ceux qui touchent à la fermeture du chantier et à la sécurité, le maître d'ouvrage pourra faire réaliser les travaux par une entreprise spécialisée et imputer la dépense à l'entreprise concernée. Si l'entreprise n'est pas identifiée ces prestations seront facturées aux frais du compte prorata sans mise en demeure préalable dès la première constatation notée au compte rendu de chantier.

Si les travaux relèvent du compte-prorata, ils seront imputés au mandataire du compte.

## **0.0.29 – Organisation de chantier**

### **Organisation de chantier**

#### **Installation de chantier :**

L'entreprise devra réaliser l'installation de chantier conformément aux exigences du PGC.

#### **Compte prorata :**

Il sera géré par le titulaire du lot GROS-OEUVRE et réglé selon les textes de l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics du Puy- de- Dôme sous réserve de l'application des modifications légales des textes concernant la sécurité et la protection de la santé et l'application prioritaire de l'article du C.C.A.P. concernant le chauffage du chantier qui sera toujours à charge du compte-prorata pour permettre la livraison dans les délais prévus, les intempéries n'étant plus prises en compte après la mise hors d'eau.

Il n'est pas prévu que les installations définitives de chauffage puissent être utilisées pour la mise en température du chantier. La fourniture des alimentations et des convecteurs électriques provisoires doit être prévue au compte-prorata.

Dans le cas où le compteur d'eau définitif est prévu dès l'origine du chantier, le maître d'ouvrage réglera les factures d'eau et récupérera les montants de ses factures (abonnement et consommation) auprès du

gestionnaire du compte-prorata.

Le branchement de chantier électrique sera indépendant depuis le domaine communal, les factures seront donc directes.

#### **Traitement des déchets :**

Avant le démarrage des travaux, les modalités de collecte et d'évacuation des déchets de chantier seront clairement définies.

Voir principe de phasage joint.

Les obligations de gestion de chantier sont à la charge des entreprises afin de limiter les nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Lors de la phase de préparation du chantier, chaque entreprise désignera un responsable « environnement » qui sera chargé de suivre et d'appliquer un plan détaillé d'organisation destiné à maîtriser les impacts environnementaux du chantier. Ce plan détaille les différentes zones du chantier ainsi que les moyens mis en œuvre pour assurer la propreté et limiter les pollutions (bacs de rétention, bacs de décantation, protections par filets des bennes, etc...)

Tout au long du chantier, les efforts communs soutenus par l'entreprise du lot Gros-œuvre, qui fournira les biens et les services collectifs nécessaires, ces prestations faisant partie intégrante de son marché.

L'organisation de la collecte, du tri et de l'acheminement vers des filières de valorisation seront formalisées lors de la préparation du chantier.

Un tri des déchets sur le chantier sera mis en place à la diligence de l'entreprise Gros- Œuvre qui sera responsable de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets.

Des bordereaux de suivi seront systématiquement renseignés, remis aux prestataires avec un double conservé sur le chantier. Le non-respect de ces dispositions entraînera l'application de pénalités à la diligence du Maître d'ouvrage.

#### **Nettoyage :**

Tous les entrepreneurs doivent concourir à la propreté du chantier et faire assurer le nettoyage de leurs ouvrages.

Ils devront, chaque semaine et en tout cas pour les rendez-vous de chantier, le nettoyage et l'enlèvement des gravois, débris et emballages de toutes natures.

Dans le cas où il serait constaté une carence des entreprises pour l'exécution des nettoyages, l'architecte se réserve le droit de faire appel à une autre entreprise pour les réaliser à leur place, la rémunération étant portée au titre du compte-prorata sans mise en demeure préalable et sur simple constat porté au compte rendu de chantier.

Les entreprises devront prendre toute précaution afin d'éviter de salir la voie publique après le passage des engins et camions. Leur attention est attirée, à cet effet, sur le paragraphe IV de l'article 471 du code pénal relatif au nettoyage des trottoirs et chaussées souillés par les engins.

#### **Sécurité :**

Les travaux devant se dérouler en centre hospitalier, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires à créer le moins de gêne possible pour les utilisateurs et visiteurs. Il devra en particulier toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes (interdiction des abords immédiats du chantier au public, information, protection des projections, délimitation de stocks, rangement en fin de période de travail, repliement des premières échelles d'accès aux échafaudages en fin de période de travail, etc...). Les zones de stationnement devront être respectées et les covoiturages au départ de l'entreprise encouragés.

#### **IMPORTANT PERCEMENTS :**

**INTERDICTION FORMELLE DE REALISER QUELCONQUE PERCEMENT, CAROTTAGE OU TREMIE SANS ACCORD ECRIT DU MAITRE D'OEUVRE TANT POUR LES POUTRES QUE POUR LES PLANCHERS ET CE QUEL QUE SOIT LEUR DIAMETRE, SECTION OU DIMENSION. TOUT PERCEMENT DOIT ETRE PORTE AU PLAN DE STRUCTURE AU PREALABLE. TOUT MANQUEMENT OU TOUTE RESERVATION FOURNIE HORS DELAI SERA A CHARGE DE L'ENTREPRISE DEMANDEUSE Y COMPRIS TOUT ELEMENT IMPACTANT LES AUTRES LOTS.**

## 0.0.30 – Règles d'exécution générales

### Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il sera exigé un travail absolument parfait répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelle que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées dans le cadre des dispositions du présent C.C.T.P.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Ouvre et le Maître d'Ouvrage, et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous les frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Sauf dérogation expresse au maître d'œuvre ou indications contraires explicitées résultant du texte du C.C.T.P., tous les ouvrages devront être traités en accord avec les spécifications des documents techniques contractuels.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'avis technique ou du fabricant. Toutefois, en cas de désaccord entre ces prescriptions et les spécifications du C.C.T.P., l'entrepreneur devra le signaler au maître d'œuvre en temps utile. Ce dernier prendra alors toutes les décisions utiles à ce sujet.

Les niveaux sont définis en fonction d'un point de comparaison.

L'entrepreneur devra informer, le cas échéant, le Maître d'Œuvre des erreurs, omissions ou anomalies qu'il aurait pu constater. Il restera seul responsable des erreurs ou omissions qu'il n'aurait pas signalées.

Les entrepreneurs ne peuvent, de leur propre initiative, apporter de changement aux dispositions du projet ni aux matériaux prévus. Toutefois, les plans de détails nécessaires à l'exécution seront établis par les entrepreneurs sous leur responsabilité et à leurs frais. Ces plans devront être conformes aux documents du marché.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des travaux correspondants.

Au cas où un entrepreneur devrait modifier, pour une quelconque raison, les dispositions prévues, celui-ci serait tenu de prévenir au préalable l'architecte et d'en indiquer les raisons.

## 0.0.31 – Implantation et piquetage

### Implantations - Piquetages

Les plans précisent l'implantation et l'entraxe des différentes files de support du bâtiment. Ces files seront repérées sur place par les soins de l'entrepreneur du lot Gros-Oeuvre.

L'entrepreneur de Gros-Oeuvre aura donc à implanter les ouvrages et à en assurer le piquetage à ses frais.

Ce piquetage se fera au moyen de repères numérotés solidement ancrés dans le sol, au moyen de chaises et de piquets.

L'entrepreneur de Gros-Oeuvre :

- fera à ses frais approuver le piquetage des ouvrages par un Géomètre agréé par le Maître d'Oeuvre.
- sera tenu de veiller à la bonne conservation des repères et de les rétablir ou les remplacer en cas de besoin.
- lors de l'exécution des travaux, il sera tenu de compléter le piquetage général par autant de repères qu'il sera nécessaire.

Ces repères complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

Dans le cadre des piquetages ci-dessus, chaque entrepreneur aura à implanter ses propres ouvrages.

## **0.0.32 – Interfaces entre lots**

### **Interfaces entre lots**

#### **Coordination / Solidarité :**

Afin qu'il n'ignore rien des obligations qui le concernent, chaque entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance de l'intégralité des CCTP.

Les entrepreneurs ne devront pas invoquer des clauses du projet ou des ordres reçus pour travailler isolément et sans se soucier des ouvrages auxquels leurs travaux sont liés et subordonnés.

Toutes les entreprises sont au contraire tenues de s'entendre sur ce qu'elles ont de commun pour l'exécution des travaux, de reconnaître par avance les conditions particulières de leurs interventions, de fournir les indications nécessaires aux autres corps d'état.

Dans le cas où un travail par un premier entrepreneur nécessite la présence ou l'intervention d'un autre corps d'état, d'une part l'entrepreneur devra s'informer de la date et des limites si nécessaire, d'autre part, l'entrepreneur sollicité devra toutes précisions utiles pour une bonne coordination des ouvrages.

Ils seront tenus ensemble pour responsables des conséquences pouvant résulter des dérogations à ces obligations.

Les documents permettant le démarrage et l'exécution des travaux devront parvenir à l'architecte dans un délai maximum de huit jours après l'approbation des marchés, sauf indications contraires contenues dans le planning des travaux.

**Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir.**

**L'exécution des travaux sans observation préalable consignée sur les comptes-rendus de rendez-vous de chantier constitue une acceptation de fait des supports aussi aucune réclamation ou demande de travaux complémentaire ultérieure ne peut avoir lieu.**

#### **Responsabilité/Vols/Dégradations :**

Il est ici formellement stipulé que l'entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

#### **Protections des ouvrages :**

Chacun des entrepreneurs devra la protection de ses ouvrages en cours de chantier et devra, en outre, veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradation des travaux des autres corps d'état.

Toutes les détériorations et dégradations qui apparaîtront en cours de chantier seront réparées par l'entrepreneur titulaire des travaux, au titre du compte-prorata ainsi il est rappelé que l'architecte n'a pas vocation à mener l'enquête.

Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier et en particulier, les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures. Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées etc... seront mises en oeuvre, protégées par des bandes adhésives, des vernis pelables ou solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux. Les ouvrages sensibles recevront une protection dure et éventuellement étanche si besoin.

#### **Réception des supports**

Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir. Il devra faire toutes les réserves et observations s'il y a lieu. L'exécution de ses travaux sans observation préalable consignée sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier, constitue une acceptation de fait des supports.

#### **Percements - Raccords - Rebouchages - Scellements :**

Tous les entrepreneurs sont tenus de fournir, dès la deuxième réunion de la période de préparation du chantier,

les plans de réservations, mais ils devront, en cours de chantier, donner en temps voulu aux entrepreneurs intéressés, toutes indications concernant les sujétions dues à leur propre travail et veiller personnellement à l'exécution de ces travaux, dont les dispositions de détails sont les suivants :

- Les trous, percements, trémies, niches, feuillures et saignées sont réservés dans le béton et les pierres par l'entrepreneur du gros-oeuvre suivant les indications des corps d'état intéressés.

- Les mêmes trous pratiqués après coup par omission ou impossibilité seront exécutés par l'entrepreneur de gros-oeuvre mais aux frais de l'entreprise défaillante.

Tous les accessoires, quelles que soient leur nature et leur destination, seront fournis par les corps d'état intéressés, à l'entreprise de gros-oeuvre qui en assurera les poses, conformément au détail ci-après. :

- Le réglage et la mise en place effectués par le corps d'état intéressé,
- Le scellement, le calfeutrement & le rebouchage seront assurés par l'entrepreneur de gros-oeuvre qui mettra également en place tous les taquets noyés dans les bétons.

Tout entrepreneur qui ne serait pas en mesure d'effectuer suivant les règles de l'art, les trous, scellements et raccords nécessaires, notamment dans le béton armé et les revêtements spéciaux, devra les faire exécuter à sa charge, par l'entrepreneur de gros-oeuvre ou toute autre entreprise de son choix.

En cas de négligence ou de carence d'un entrepreneur pour l'exécution de ses raccords, ceux-ci seront réalisés sur ordre du Maître d'Oeuvre par une autre entreprise aux frais et risques et périls de l'entreprise défaillante, sans mise en demeure préalable.

**Tous les percements, raccords, scellements et rebouchages > à 100 mm diamètre sont réalisés par le titulaire du lot**

**GROS-OEUVRE qu'ils soient comptabilisés ou non dans la DPGF ce lot.**

**Tous les percements, raccords, scellements et rebouchages < ou = à 100 mm diamètre sont réalisés par les titulaires des lots**

**CONCERNES qu'ils soient comptabilisés ou non dans la DPGF ces lots.**

## **0.0.33 – Démolitions**

### **Démolitions**

L'entrepreneur devra respecter toutes les réglementations générales et particulières applicables en matière de démolitions.

En plus des assurances courantes, l'entrepreneur devra être couvert par une police couvrant les risques spéciaux des travaux de démolition.

L'entrepreneur sera contractuellement réputé s'être rendu sur les lieux et avoir reconnu le site et les ouvrages devant être démolis. De ce fait, il est réputé avoir une connaissance parfaite des conditions dans lesquelles devront se faire les travaux, de la nature et de la texture des matériaux et des ouvrages à démolir, des incidences éventuelles des travaux de démolition sur les constructions contiguës.

L'entrepreneur aura à prendre toutes les mesures de protection et de garantie efficaces pour assurer dans tous les cas la sécurité des tiers et des personnels en fonction dans les autres étages de la mairie, la protection de l'environnement, la propreté du domaine public et privé et l'hygiène aux abords du chantier.

A noter que des étages de la mairie seront en fonction et que toutes les nuisances sonores visuelles et olfactives sont à éviter les démolitions devront être le plus discrètes possibles. (Utilisation de matelas amortissant brumisation légère pour poussière, sciages préférés aux piquages, etc...

Il aura à prendre également le cas échéant toutes les dispositions afin de n'apporter aucun désordre, si minime soit-il aux constructions conservées.

Les mesures de sauvegarde de canalisations, câbles etc... qui s'avèreraient éventuellement nécessaires sont prises en accord avec les services compétents.

## **0.0.34 – Travaux à proximité d'ouvrages ou de voiries existants**

### **Travaux à proximité d'ouvrages ou voiries existants**

Lors de l'exécution des travaux à proximité d'ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel, tous les ouvrages pouvant subir du fait de ses travaux directement ou indirectement des dommages ou des désordres, notamment les murs.

L'entrepreneur sera contractuellement réputé avoir procédé, avant tout début de travaux, à une visite en détail des lieux, pour reconnaître les principes de structures de l'existant et leur état de conservation, la nature et la qualité des matériaux constituant les ouvrages ainsi que toutes les particularités de la construction.

De ce fait, l'entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions et contingences particulières dont il aura à tenir compte lors de l'exécution de ces travaux.

Toutes les dispositions devront être prises en temps voulu pour éviter dans tous les cas tous dommages ou désordres si minimes soient-ils aux ouvrages existants, tant en ce qui concerne les désordres pouvant apparaître après finition de ces travaux.

Dans le cadre de ces dispositions et précautions à prendre, l'entrepreneur devra notamment le cas échéant :

- réaliser tous étalements et étré sillonnements.
- procéder aux reprises par petites parties.
- mettre en place toutes les protections des existants qui s'avèreront nécessaires.

En résumé, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions et toutes dispositions nécessaires quelles qu'elles soient étant bien entendu qu'il aurait le cas échéant à supporter toutes les conséquences des détériorations, dommages et désordres qui apparaîtraient sur les existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie des prix du marché.

L'entrepreneur doit en outre réaliser toutes les DICT nécessaires et les renouveler le cas échéant.

## **0.0.35 – Tolérances de mise en oeuvre**

### **Tolérances de mise en oeuvre**

Dans le cas où une entreprise emploie une technique nécessitant de la part d'un autre corps d'état des tolérances de mise en oeuvre particulières ou hors normes (planéité des supports, calepinage, alignements d'éléments etc.), elle devra d'une part avant tout début de chantier, définir, en concertation avec la ou les autres entreprises intéressées, les objectifs à atteindre, et d'autre part, en cours de chantier la vérification et l'acceptation des supports.

## **0.0.36 – Nettoyages**

### **Nettoyages**

Tous les entrepreneurs doivent concourir à la propreté du chantier et faire assurer le nettoyage de leurs ouvrages.

Ils devront, chaque jour de chantier, le nettoyage et l'enlèvement des gravois, débris et emballages de toutes natures.

Dans le cas où il serait constaté une carence des entreprises pour l'exécution des nettoyages, l'architecte se réserve le droit de faire appel à une autre entreprise pour les réaliser à leur place, la rémunération étant portée au titre du compte-prorata.

Les entreprises devront prendre toutes précautions afin d'éviter de salir la voie publique après le passage des engins et camions. Leur attention est attirée, à cet effet, sur le paragraphe IV de l'article 471 du code pénal relatif au nettoyage des trottoirs et chaussées souillés par les engins.

La commande d'une entreprise de nettoyage sera automatiquement effective après 1 rappel inscrit dans les compte-rendus de chantier. Aucune contestation ne sera recevable après ce rappel.

### **0.0.37 – Traitement des déchets**

#### **Traitement des déchets**

Avant le démarrage des travaux, les modalités de collecte et d'évacuation des déchets de chantier seront clairement définies.

Les obligations de gestion de chantier son à la charge des entreprises afin de limiter les nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Lors de la phase de préparation du chantier, chaque entreprise désignera un responsable « environnement » qui sera chargé de suivre et d'appliquer un plan détaillé d'organisation destiné à maîtriser les impacts environnementaux du chantier. Ce plan détaille les différentes zones du chantier ainsi que les moyens mis en œuvre pour assurer la propreté et limiter les pollutions (bacs de rétention, bacs de décantation, protections par filets des bennes, etc ...).

Tout au long du chantier, les efforts communs soutenus par l'entreprise du lot Gros-œuvre, qui fournira les biens et les services collectifs nécessaires au respect des dispositions arrêtées dans le plan, ces prestations faisant partie intégrante de son marché. L'organisation de la collecte, du tri et de l'acheminement vers des filières de valorisation seront formalisées lors de la préparation du chantier.

Un tri des déchets sur le chantier sera mis en place à la diligence de l'entreprise Gros- Œuvre qui sera responsable de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets.

Des bordereaux de suivi seront systématiquement renseignés, remis aux prestataires avec un double conservé sur le chantier. Le non-respect de ces dispositions entraînera l'application de pénalités à la diligence du Maître d'ouvrage.

### **0.0.38 – Remise en état**

#### **Remise en état du site après travaux**

Les entreprises auront implicitement à leur charge la remise en état du terrain pour toutes les zones ayant été utilisées pour les installations de chantier.

Cette remise en état comprendra tous les travaux nécessaires de dépose et de démolition de tous les ouvrages, tant en élévation qu'en surface ainsi que la démolition de tous les ouvrages enterrés et l'enlèvement de tous les gravois.

Les entreprises auront implicitement à leurs charges la remise en état du terrain après travaux, à savoir :

- la remise en état du terrain et l'évacuation des installations communes provisoires, ayant été utilisées pour les installations de chantier.
- les travaux nécessaire à la restitution propre du terrain avant la réalisation des espaces extérieurs définitifs.
- le nettoyage final avant la réception de l'ouvrage.

Ces travaux de remise en état devront restituer un terrain absolument libre et propre en parfait état, en concordance avec le constat d'huissier initial à la charge du lot gros oeuvre.

### **0.0.39 – Autocontrôles / Essais**

#### **Autocontrôle / Essais de fin de chantier**

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne, auquel les entreprises sont assujetties, doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées.
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art.
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

Cet autocontrôle sera formalisé par un plan "ASSURANCE QUALITE".

En ce qui concerne les installations techniques, les entreprises sont tenues d'effectuer obligatoirement les essais et vérifications de leurs installations et d'établir les procès-verbaux justificatifs.

La liste et la description de ces essais et vérifications de fonctionnement des installations ont fait l'objet d'une publication, document technique Attestations d'essai de fonctionnement" de l'AQC (anciennement COPREC).

Les modèles types de procès-verbaux ont fait l'objet d'une publication, document technique COPREC n° 2 ou MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS du 23 Juillets 1979 (Supplément spécial n° 79.30 bis)

Ces essais et vérifications portent sur :

- la distribution collective d'antennes de télévision
- le chauffage
- les installations électriques
- la plomberie
- la ventilation
- l'alimentation en eau
- les réseaux d'évacuations
- les réseaux informatiques.
- ainsi que l'ensemble des équipements mise en oeuvre.

Les procès-verbaux d'essais et de vérifications de fonctionnement, seront ensuite communiqués au Contrôleur Technique.

Les constructeurs visés à l'article 1792.1 du Code Civil effectueront les vérifications techniques auxquelles ils sont tenus pour leur propres prestations.

D'une façon générale, l'entrepreneur ou les entrepreneurs concernés, sont tenus de réaliser, à leur frais, tout essai réclamé par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, chaque fois que la bonne tenue ou les qualités d'un matériau ou d'un complexe de matériaux sont mises en cause.

## **0.0.40 – Dossier des Ouvrages Exécutés DOE**

### **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Les entreprises intervenantes devront fournir en fin de chantier et avant réception, les plans des travaux réalisés et doivent être les documents de derniers indices respectant les ouvrages réalisés. Ils doivent être conformes aux exigences du CCAG.

Le dossier des ouvrages exécutés comprendra, défini comme suit et donné à titre indicatif :

- les plans de gros-œuvre, avec :
- plans de fondations.
- les plans de structure (coffrage et ferrailage).
- les plans de chaque niveau, précisant la nature, l'épaisseur et la charge admissibles.
- les plans de charpente.



- les plans des réseaux intérieurs, concernant la totalité des réseaux, et présentés sur fond de plan d'architecte, ils préciseront :
- les cheminements des réseaux.
- la nature et caractéristiques dimensionnelles des réseaux (dimensions, matériaux, calorifuges...)
- l'implantation des équipements et ouvrages de production, raccordements sur réseaux existants, etc...

- les plans bâtiments, conforme à exécution et complété de données permettant la gestion patrimoniale du bien (surfaces, utilisation des locaux, numérotation) :
- les vues en plans de chaque niveau.
- les coupes du bâtiment (au moins une coupe transversale et une coupe longitudinale).
- la liste des équipements spécifiques mis en œuvre pour satisfaire aux impératifs de sécurité incendie avec référence et localisation.
- l'ensemble des PV de conformité des matériaux mis en place.
- un dossier rassemble les procès-verbaux de tous les essais et contrôles réalisés sur les ouvrages. Chaque essai devra comporter les informations suivantes :
  - référence aux plans nécessaires au repérage des parties d'ouvrage concernées
  - référence au mode opératoire utilisé (DTU, NF, CCTG,...) avec indication des articles des textes de référence
- de chaque essai et vérification effectués ; les résultats seront consignés en faisant apparaître tous les paramètres mesurés et les états de situation contrôlés. En regard seront portés les valeurs et résultats spécifiés par les documents généraux
- ou particuliers du marché chaque P.V. sera daté et mentionnera les noms et visas des personnes ayant participé aux épreuves, ainsi que le nom des organismes de contrôle éventuels.
- les notices de fonctionnement des équipements afin de permettre aux utilisateurs chargés de la maintenance des installations de connaître leur fonctionnement général, et la conduite à tenir dans les diverses situations normales ou anormales pouvant intervenir. L'entreprise fournira la notice de fonctionnement « constructeur » conforme à la référence de l'équipement installé. En l'absence de notice « constructeur » adéquate, l'entreprise veillera à rédiger le document attendu.

Le DOE de chaque corps d'état sera fourni en 2 exemplaires papier + 1 CD, contenant l'ensemble des fichiers au format PDF et DWG ou natif pour les lots techniques.

**RAPPEL** Les éléments pour l'obtention des CEE par le Maître d'Ouvrage sont à fournir au plus tard pour la réception des travaux. Aussi les entreprises des lots concernés doivent être titulaires d'une qualification RGE.

## 0.0.41 – Rappel des documents techniques de référence

### Rappel des documents techniques de références

Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché et notamment :

- le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché.
- Les cahiers des charges des normes et D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata.
- Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B., B - les règles concernant la protection sismique des bâtiments d'habitation applicable à la zone notamment l'arrêté du 16 juillet 1992
- Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels, - Les normes : les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologués NF.
- Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées. exemples :
  - ACERMI - isolants thermiques
  - F.I.T. - complexes d'étanchéité
  - CTB CI - charpentes industrialisées en bois
  - UPEC - revêtements plastiques - carrelages

- ACOTHERM - fenêtres P.V.C.
- CEKAL - vitrages isolants
- FASTE - Blocs-portes intérieurs
- ACERFEU - produits de désenfumage
- QUALICOAT - laquage sur profilés métalliques
- QUACANOD - anodisation (aluminium)
- CTB Bois + - traitement des bois

- Les arrêtés préfectoraux du 02 juin 1999 concernant :

- \* Les autoroutes et routes nationales
- \* Les routes nationales
- \* Les voies communales
- \* Les voies ferrées (classement au bruit des infrastructures terrestres).

L'énumération de certains D.T.U. et normes en tête de la description des différents corps d'état n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-avant.

## 0.0.42 – Réunion de chantier

### Réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu aux jours et heures fixés par l'architecte, et l'entrepreneur ou son représentant décisionnaire dûment agréé est tenu d'y assister. **Une personne non décisionnaire équivaut à une absence.**

Les absences aux rendez-vous de chantier seront sanctionnées d'une astreinte par absence dont le montant est défini dans le CCAP, à partir du moment où l'entrepreneur doit y assister régulièrement ou y est spécialement convoqué (dépense à la charge de chaque entreprise individuellement).

## 0.0.43 – Mission de la Maîtrise d'Oeuvre et Mission entreprise

### Mission de la Maîtrise d'Oeuvre

La mission de Maîtrise d'oeuvre : Mission de base + Exe + OPC.

**A noter que les plans PAC (comprenant ferraillages, détails spécifiques et ou nécessaires à la synthèse...liste non exhaustive) sont à charge de l'entreprise pour son lot et ce sans surcoût.**

## 0.0.44 – Tri sélectif

### Tri sélectif

Les entreprises sont tenues de réaliser le tri des matériaux et déchets de chantier tel que le prévoit la loi, pour cela des containers adaptés seront mis en place dans l'emprise du chantier.

L'entreprise qui gère le compte prorata sera tenue de faire respecter la loi, d'évacuer aux décharges spécifiques les matériaux et de gérer les frais en découlant ou de faire réaliser cette gestion par une entreprise spécialisée et ce pendant toute la durée du chantier.

## 0.0.45 – Mesures Epidémies et COVID 19

### Incidence en période d'épidémie.

**CHAQUE ENTREPRISE EST DANS L'OBLIGATION DE SE TENIR A JOUR DES CONSIGNES RELTIVES AUX DIFFERENTES EPIDEMIES QUI POURRAIENT ETRE RENCONTREES ET DE SE TENIR EN REGLES VIS A VIS DE CELLES-CI.**

En outre, en période d'épidémie du COVID-19, les entreprises devront respecter strictement les préconisations du "guide de préventions de la sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie du coronavirus COVD-19" en vigueur, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés.

Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions

nécessaires, aussi bien en moyens matériels que humains.

Pendant la période de préparation du chantier, le maître d'œuvre et le coordinateur SPS, en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage, et en accord avec l'ensemble des entreprises intervenantes, formalise une liste des conditions sanitaires afin d'assurer que les différents acteurs pourront mettre en œuvre et respecter dans la durée les mesures complémentaires exigées.

Il pourra être exigé pour toutes les entreprises, la désignation d'un référent COVID-19 pendant toute la période d'épidémie. Ce référent sera en charge de coordonner les mesures à mettre en œuvre et à faire respecter auprès du personnel de son entreprise.

**NOTA IMPORTANT : Intégration de l'incidence COVID-19 dans l'offre financière de l'entreprise :**

La passation du marché étant réalisé en connaissance de l'épidémie de COVID-19 et de ses conséquences, les offres des

entreprises devront donc intégrer par nature l'incidence économique imposé en période épidémique.

**Aucune indemnisation pour "imprévision" ou "force majeure" ne pourra être exigé. L'entreprise devra être en capacité de respecter les exigences du marché après signature que ce soit en période épidémique ou non.**

**CAS PARTICULIER DE LA BASE VIE :**

En période épidémique, l'ensemble des consignes présente dans le guide de préconisations seront appliquées (affichage

des consignes de sécurité, installation de point d'eau et de distributeurs de gel ou solution hydro-alcoolique aux entrées

du chantier et de la base vie, mise à disposition de gel ou solution hydro-alcoolique dans les lieux fréquentés, mise à

disposition de lingettes désinfectantes dans les toilettes, nettoyage quotidien des installations communes, désinfection

des douches collectives, etc... **L'ensemble des frais en période épidémique sera inclus dans le compte prorata.**